**LOI PORTANT SUR CERTAINS POUVOIRS
D'INSPECTION ET DE SAISIE**

PROJET DE LOI N°75

AMENDEMENT

À l'article 2 du projet de loi, remplacer les mots « Une personne autorisée » par les mots « Un avocat autorisé ».

Commentaire

L'amendement proposé précise qu'un avocat sera la personne autorisée.

Adopté
CO

**LOI PORTANT SUR CERTAINS POUVOIRS
D'INSPECTION ET DE SAISIE**

PROJET DE LOI N°75

AMENDEMENT

À l'article 3 du projet de loi :

1° remplacer le premier alinéa par le suivant :

« Un commissaire peut autoriser par écrit une personne à pénétrer à toute heure raisonnable dans un lieu pour en faire l'inspection, avec le consentement de l'occupant, s'il estime que l'inspection de ce lieu sera utile au mandat de la Commission.»;

2° ajouter, dans le deuxième alinéa, et après « du lieu », ce qui suit : « et avec le consentement de l'occupant »;

3° remplacer, dans le paragraphe 2° du deuxième alinéa, le mot « demander » par le mot « obtenir ».

Commentaire

L'amendement proposé répond à une demande du Barreau de préciser que le consentement de l'occupant est requis non seulement pour pénétrer dans un lieu mais aussi lors de l'inspection de ce lieu.

Adopté
CO

**LOI PORTANT SUR CERTAINS POUVOIRS
D'INSPECTION ET DE SAISIE**

PROJET DE LOI N°75

AMENDEMENT

À l'article 4 du projet de loi :

- 1° remplacer, dans le premier alinéa, les mots « Une personne autorisée » par les mots « Un avocat ou un agent de la paix autorisé »;
- 2° supprimer, à la fin du premier alinéa « , lorsque l'accès au lieu visé par une inspection est refusé ou pour tout autre motif raisonnable »;
- 3° ajouter, à la fin du deuxième alinéa, les mots « et que l'inspection de ce lieu a été refusée ou que l'entrée sans avis préalable dans celui-ci est nécessaire. ».

Commentaire

L'amendement proposé répond à une demande du Barreau de préciser l'expression « tout autre motif raisonnable » justifiant un juge de paix d'accorder une autorisation de pénétrer dans un lieu.

Adopté
CO

**LOI PORTANT SUR CERTAINS POUVOIRS
D'INSPECTION ET DE SAISIE**

PROJET DE LOI N°75

AMENDEMENT

À l'article 7 du projet de loi :

1° supprimer le paragraphe 4°;

2° remplacer, dans le paragraphe 5°, le mot « concernée » par les mots « qui a fait l'objet de la saisie ».

Commentaire

L'amendement proposé répond à une demande du Barreau de ne pas obliger la personne qui fait l'objet de la saisie à s'identifier et ainsi éviter les risques d'auto-incrimination.

Adopté.
CS

**LOI PORTANT SUR CERTAINS POUVOIRS
D'INSPECTION ET DE SAISIE**

PROJET DE LOI N°75

AMENDEMENT

Insérer, après le premier alinéa de l'article 9, le suivant :

« La Commission peut exceptionnellement conserver les originaux des objets ou documents saisis, pour une durée raisonnable, lorsque cela est requis pour l'exécution de ses travaux. ».

Commentaire

~~L'amendement proposé permettra à la Commission, lors de circonstances exceptionnelles, de pouvoir conserver les originaux pendant un délai raisonnable.~~

Adopté
CO

**LOI PORTANT SUR CERTAINS POUVOIRS
D'INSPECTION ET DE SAISIE**

PROJET DE LOI N°75

AMENDEMENT

Remplacer l'article 12 par le suivant :

« 12. L'autorisation exigée par les articles 2, 3 et 4 doit être donnée chaque fois que les pouvoirs qui y sont prévus doivent être exercés. ».

Commentaire

L'amendement proposé vient préciser que l'autorisation à exercer les pouvoirs prévus par la présente loi doit être donnée au cas par cas.

Adopté
CO

Am. 7

ARTICLE 13.1, 13.2 et 13.3

AMENDEMENT

Insérer, après l'article 13 du projet de loi, ce qui suit :

« LOI SUR L'ADMINISTRATION FISCALE

« 13.1. L'article 69.1 de la Loi sur l'administration fiscale (L.R.Q., chapitre A-6.002) est modifié par l'addition, après le paragraphe z du deuxième alinéa, du paragraphe suivant :

« z.1) la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, constituée par le décret n° 1119-2011 du 9 novembre 2011, pour l'exécution de son mandat. ».

« 13.2. L'article 69.3 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de « l'un des articles 69.1 et 69.2 » par « l'article 69.1, à l'exception du paragraphe z.1 du deuxième alinéa, ou de l'article 69.2.

« 13.3. L'article 69.8 de cette loi est modifié par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe a du premier alinéa, de « x et y » par « x, y et z.1 ».

Commentaire

L'amendement proposé permettra la communication d'un renseignement contenu dans un dossier fiscal, sans le consentement de la personne concernée, à la Commission, pour les fins de l'exécution de son mandat.

Cette communication pourra se faire sans l'entente écrite soumise à la Commission d'accès à l'information, exigée en vertu du deuxième alinéa de l'article 69.8 de la Loi sur l'administration fiscale.

Adopté
ED

Am 8
Titre
~~ARTICLE~~

LOI PORTANT SUR CERTAINS POUVOIRS
D'INSPECTION ET DE SAISIE

PROJET DE LOI N°75

AMENDEMENT

Remplacer le titre du projet de loi par le
suivant :

Loi attribuant certains pouvoirs d'inspection
et de saisie à la Commission d'enquête
sur l'habitat et la gestion des contrats
publics dans le domaine de la construction.

Adopté

CD